

## Appel à communications

# **Le peuplement : catégorie insaisissable des politiques urbaines ?**

**Colloque international organisé par les laboratoires  
CERAPS (CNRS UMR 8026), EVS (CNRS UMR 5600), TRIANGLE (CNRS UMR 5206)**

**Lieux : Université Jean Monnet de Saint-Etienne et TRIANGLE-ENS Lyon**

**17 et 18 novembre 2011**

Le terme de peuplement est traditionnellement défini de deux grandes manières : il peut renvoyer soit à un état (à savoir la distribution spatiale des populations sur un territoire, ou au sein d'un parc de logements), soit à une action (visant à modifier ou maintenir cette distribution). Nous le définirons ici dans ce deuxième sens, c'est-à-dire comme *une action, plus ou moins délibérée et formalisée, consistant à intervenir sur la répartition spatiale de populations, en fonction de certaines de leurs caractéristiques sociales, ethniques, religieuses, sexuelles ou autres, réelles ou présumées.*

Le peuplement, ainsi entendu, fait figure d'enjeu saillant autant qu'insaisissable des politiques urbaines actuelles ou plus anciennes. Saillant, il l'est au regard de l'intensité des réflexions et des mobilisations qu'il suscite, tant chez les acteurs de ces politiques publiques que chez les chercheurs qui les étudient. La connaissance, le contrôle socio-spatial et le modelage des populations sont au cœur de la « volonté de savoir » et des « dispositifs de gouvernementalité » (Foucault, 2004) des Etats modernes. Insaisissable, le peuplement l'est néanmoins en raison des difficultés auxquelles se heurtent les chercheurs pour objectiver cette dimension de l'action publique, en particulier dans les démocraties occidentales « pacifiées » où il prend souvent des formes non officielles, donne lieu à des catégorisations et des modes d'action discrets. On peut faire l'hypothèse que si les « politiques de peuplement » y sont parfois suspectes ou illégitimes, au point de devoir être tuées voire déniées, c'est parce que la notion est plus facilement associée à des expériences historiques de domination et de violence extrêmes, telles que guerres civiles et politiques d'« épuration ethnique », construction de ghettos (ARSS, 2005), politiques d'*apartheid* (Houssay, 1999 ; Massey et Denton, 1993 ; Morange, 2006), entreprises de colonisations, construction des Etats nations et déplacement de populations, dont il s'agit de se démarquer.

Depuis les enquêtes pionnières de l'Ecole de Chicago, de nombreuses recherches portent pourtant sur les processus de ségrégation socio-spatiale, sur les effets des politiques urbaines sur la composition des quartiers et la gentrification, ou encore sur les formes et déterminants des mobilités résidentielles et géographiques. Dans ce colloque, nous souhaitons nous concentrer non pas tant sur la question des effets des politiques urbaines sur le

peuplement que sur celle des *intentions, choix et stratégies politiques* en la matière, ainsi que des *représentations sociales et catégorisations* qui orientent ces choix. Un traitement comparatif de cette question semble nécessaire dans la mesure où les contextes nationaux (en termes d'histoire de la construction de l'Etat et de la nation, de conception de la citoyenneté et de l'ethnicité, d'histoire et de caractéristiques de la politique du logement, de formes de la ségrégation urbaine, etc.) ont une forte influence sur ces politiques de peuplement et également sur leur caractère plus ou moins tabou. Ainsi, dans le cadre du « modèle français républicain », la prise en compte de critères ethniques dans l'élaboration et la mise en oeuvre du peuplement est très largement dissimulée. Dans d'autres contextes, ces intentions, choix et stratégies de peuplement sont au contraire plus affirmés et politiquement assumés, notamment dans le sillage des réformes des politiques du logement survenues suite à la détérioration de la situation financière des bailleurs sociaux au cours des dernières décennies (Baillergeau, Duyvendack, Van der Graaf, 2008).

*L'objectif de ce colloque est précisément de faire le bilan des connaissances internationales sur le sujet, d'identifier les chantiers de recherche en cours et à venir afin d'analyser la façon dont le peuplement est construit comme objectif et enjeu des politiques urbaines, dans des contextes sociaux, historiques et politiques distincts, qu'ils soient ouvertement conflictuels ou apparemment pacifiés, qu'ils renvoient à des modèles politiques et idéologiques démocratiques ou non, inégalitaires ou égalitaires. Autrement dit, il s'agit d'appréhender le peuplement à la fois comme politique(s) et comme catégorie(s) d'action publique, en confrontant à travers ce prisme des travaux qui ne le sont pas habituellement, soit parce qu'ils portent sur des terrains et des époques éloignés, soit parce qu'ils sont issus de disciplines différentes (sociologie, histoire, géographie, science politique).*

Afin d'avancer dans cette direction, plusieurs axes de réflexion sont envisagés, qui pourront inspirer les propositions de communications.

## **1. Le peuplement comme objet de recherche : défis théoriques et méthodologiques**

Il s'agit d'abord de débattre de la construction du peuplement comme objet de recherche. Dans cette perspective, trois types de questions pourront notamment être abordés.

Tout d'abord, comment penser le peuplement comme enjeu protéiforme de l'action publique, officiel ou officieux ? Quelles grilles de lecture peut-on mobiliser ? Comment les perspectives théoriques sur les politiques urbaines et leurs transformations, mais aussi sur les formes renouvelées du contrôle social et du gouvernement des sociétés, permettent-elles d'en rendre compte ? Il s'agit notamment d'encourager la pluralité des regards disciplinaires et la transposition de grilles de lecture et de concepts issus d'une multitude de terrains, non cantonnés au cas français et à la période contemporaine. En ce sens, les propositions de communication abordant les politiques de peuplement dans les situations de conflit, dans les espaces coloniaux, ou dans les contextes politiques de « transition » sont vivement souhaitées. Nous aimerions notamment interroger les différences, mais aussi les éventuels points de convergence, entre des politiques de peuplement en temps de guerre et en temps de paix, en démocratie ou en régime autoritaire, etc.

Ensuite, comment relever les défis méthodologiques d'une enquête sur le peuplement ? Enquêter sur ce sujet pose toute une série de problèmes, parfois difficiles à surmonter. Au rang de ces difficultés, on peut citer le fait que ces politiques peuvent être

dissimulées, d'autant plus quand elles sont illégales (on pense par exemple aux catégorisations ethniques des clients du logement social en France). Analyser des politiques de peuplement suppose de reconstituer des intentions ou des chaînes d'intentions, ce qui est d'autant moins aisé que les sources ou les témoignages manquent pour administrer la preuve. En outre, dans un certain nombre de cas, les effets d'une politique publique sur le peuplement constituent un résultat indirect (les processus de *gentrification* à la suite d'opérations de rénovation urbaine par exemple), voire un résultat non souhaité (renforcement de la ségrégation sociale d'un quartier à la suite de politiques menées au nom du renforcement de la « mixité sociale »). Dès lors, à partir de quand peut-on parler de « politique » de peuplement ? Lorsque les politiques de peuplement sont étudiées en contexte « extraordinaire » (guerre ou conflits armés), ces difficultés méthodologiques sont redoublées. Dans le cadre de la construction des Etats-nations, on observe une volonté fréquente de faire disparaître *a posteriori* les politiques de peuplement. Mettre au jour ces dernières revient en effet à aller à l'encontre du « roman national » (Thiesse, 2001) et des fictions qu'il véhicule (unité spontanée, absence de phénomènes de domination, etc.). Dans le cas des études sur les politiques urbaines contemporaines, se pose d'une autre manière la question de la réception de résultats d'enquêtes qui peuvent aller à l'encontre des objectifs affichés par les acteurs locaux ou qui battent en brèche certains mythes d'action publique bien ancrés (par exemple, dans le cas français, sur les effets positifs de la « mixité sociale »).

Une troisième série de questions porte enfin sur l'objectivation même du *peuplement*, c'est-à-dire la production de connaissances liées à celui-ci. Comment les acteurs des politiques publiques (et les chercheurs) s'y prennent-ils pour catégoriser une population donnée en sous-ensembles, pour identifier ses membres, les localiser et agir sur leur répartition spatiale ? Comment font-ils pour analyser les flux, réseaux, mobilités et circulations ? Quels sont les instruments mobilisés à cette fin, les formes de connaissances savantes ou profanes sur la question et leurs influences réciproques ? On cherchera par exemple à élucider la place des catégorisations ethniques, explicites ou implicites, et de leur articulation avec des catégorisations classistes (Fassin et Fassin, dir., 2006). Il se pourrait que les politiques de peuplement menées au nom de la mixité sociale aient contribué, par exemple, à l'ethnisation latente et inassumée de certaines politiques publiques (GELD, 2001 ; Tanter et Toubon, 1999).

## **2. Le peuplement comme objectif des politiques urbaines**

Des travaux socio-historiques sont également attendus afin de retracer la genèse et le développement de politiques ayant pour objectif –explicite ou implicite- d'agir sur le peuplement, dans différents contextes spatiaux et temporels, jusqu'à la ville contemporaine « postfordiste » et « entrepreneuriale » (Jessop, 1997 ; Brenner, Theodore, dir., 2002). Il peut s'agir notamment de questionner les déclinaisons/variations de cet objectif, au sein de différents types de politiques publiques (logement, rénovation urbaine, gestion des migrants et des minorités, éducation, etc.).

Dans cette perspective, on pourra s'interroger sur l'évolution des représentations des acteurs des politiques urbaines concernant les groupes sociaux en ville, leur place et leurs frontières, les « équilibres » à construire ou à maintenir, les cohabitations possibles ou impossibles, désirées ou non désirées (De Rudder, 1980 ; *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005). De même, comment ont évolué les représentations du rôle des politiques urbaines et, plus largement du politique, dans le peuplement des villes ? Ce que certains auteurs ont qualifié de « tournant néolibéral » des politiques urbaines (Brenner, Theodore, dir., 2002) a-t-il eu une influence sur ces représentations ? Dans quelle mesure le contexte de

compétition accrue des territoires pour l'attraction de diverses ressources mobiles (dont les populations) et la montée en puissance des mots d'ordre de l'« attractivité » et de l'« image » ont-ils influencé les normes en matière de peuplement et leur mise en œuvre ? La gentrification constitue-t-elle le nouveau modèle généralisé des politiques urbaines (*Sociétés contemporaines*, 2006 ; Smith, 1996) ? L'implantation de certains groupes sociaux semble devenue un objectif prioritaire des opérations de « revalorisation urbaine », là où d'autres populations semblent écartées du « droit à la ville » (Lefebvre, 1968), voire sommées de se cacher (SDF, camps de migrants, aires d'accueil des « gens du voyage » (Bernardot, 2008)). Les politiques de peuplement entendent agir sur la répartition spatiale des populations, mais peuvent également se rapporter à l'ensemble des politiques cherchant à agir sur l'espace en vue d'influencer les relations entre groupes, que ce soit pour construire des barrières, des mises à distance, ou pour favoriser les rencontres et les cohabitations.

On s'intéressera donc à la façon dont le peuplement est construit à la fois comme problème et comme solution, par la multitude d'acteurs qui « produisent » la ville, l'habitat et le peuplement, à savoir les élus locaux, les fonctionnaires des collectivités territoriales, les experts -bureaux d'étude et d'ingénierie sociale, agences d'urbanisme, universitaires, etc.-, les organismes de logements sociaux, les promoteurs privés, les acteurs économiques (les entreprises ayant historiquement joué un rôle essentiel dans les politiques de peuplement visant à fixer la main-d'oeuvre), les habitants, etc. Cette construction du peuplement comme problème et comme solution s'inscrit aujourd'hui dans un contexte où l'attraction des catégories sociales moyennes et supérieures est érigée en enjeu fort du développement urbain, tandis que l'objectif de mixité sociale est constitué en principe clé de l'action publique, en matière d'habitat et de rénovation des quartiers populaires (Kirszbaum, 1999). On pourra d'ailleurs ici interroger l'influence de certains travaux sur le développement économique local qui tendent depuis une dizaine d'années à faire du peuplement ou d'un certain type de peuplement l'un des moteurs de la croissance urbaine, des travaux de Richard Florida (2005) sur la « classe créative » à ceux, en France, de Laurent Davezies (2008) sur l'économie résidentielle. Ces travaux, qui semblent avoir une visibilité très forte dans les réseaux d'experts et également auprès des élus locaux, ont pu peser dans la montée en puissance de l'enjeu « peuplement ». On s'interrogera enfin sur la façon dont les divers acteurs du « peuplement » inventent, « bricolent », et mobilisent différents outils et instruments (cognitifs, financiers, normatifs, juridiques, etc.) pour conduire ces politiques de peuplement à des échelles variées (immeuble, rue, quartier, ville, agglomération, aire urbaine, etc.).

### **3. Le peuplement : (dé)politisations, récits et controverses**

Dans un dernier axe, il nous semble nécessaire de réfléchir aux multiples formes de politisation et de dépolitisation des enjeux liés au peuplement. Ces processus peuvent être envisagés au moins dans deux sens.

D'abord, se pose la question des enjeux proprement politiques (au sens d'accession ou de maintien au pouvoir) et électoraux des politiques de peuplement. On sait que la composition sociodémographique des espaces urbains est souvent perçue comme un enjeu majeur par les élus ou leurs concurrents. Historiquement, dans le cas français, les politiques de rénovation urbaine des centres anciens et de construction et de peuplement des grands ensembles à la périphérie des villes ont ainsi eu partie liée avec des stratégies de conservation de certains fiefs ou de conquête électorale (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970 ; Castells, 1972). Qu'en est-il aujourd'hui ? On sait par exemple que le clientélisme s'est transformé et son déclin pour ce qui touche au logement social a été documenté (Mattina, 2003). Dans quelle mesure le peuplement reste-t-il au moins partiellement pensé (et agi) par

les élites politiques locales comme un enjeu électoral et quelles sont les conséquences de ces anticipations sur l'action publique ? L'échelle locale n'est d'ailleurs pas la seule à prendre en compte : les travaux des chercheurs du CSU sur la rénovation de Paris dans les années 1960 ont montré que ce projet de transformation du peuplement francilien, qui n'était pas dénué d'arrière-pensées électorales, était porté par des élites politiques nationales et largement imposé aux élites politiques locales, d'autant plus aisément que celles-ci, qu'elles soient communistes ou gaullistes, s'y retrouvaient souvent (Groupe de sociologie urbaine de Nanterre, 1970).

Il s'agit par ailleurs d'analyser la politisation du peuplement comme processus de publicisation et de mise en débat dans l'espace public des questions afférentes. On étudiera ces formes de politisation tant « par le haut » que « par le bas ». « Par le haut », il s'agit d'analyser la mise en débat des enjeux de peuplement, ou à l'inverse leur occultation, dans les arènes parlementaires et partisanes, et par les élus locaux (que ce soit à l'échelle de leur territoire ou dans le cadre d'associations d'élus locaux, celles-ci ayant dans le contexte français joué un rôle important dans la mise en débat de la question du peuplement depuis les années 1960). On pourra notamment s'interroger sur l'influence des idéologies politiques et partisanes sur la construction de politiques spécifiques. Peut-on par exemple identifier des politiques de peuplement « de droite » et « de gauche » ? S'il n'est pas connecté directement à des clivages partisanes, le peuplement constitue-t-il malgré tout un produit idéologique ? Dans ce cas, par quels types de croyances ou de cultures (professionnelles ou autres) est-il façonné (*Sciences de la société*, 2005) ? « Par le bas », l'enjeu est de rendre compte des processus de politisation initiés par les « profanes » (qu'ils soient habitants plus ou moins directement concernés, militants, membres des groupes cibles de l'action publique), d'étudier la construction de mobilisations et de luttes urbaines autour de ces enjeux (lutte contre la gentrification, défense du droit au logement, mais aussi mobilisations contre l'implantation de logements sociaux ou d'aires d'accueil de gens du voyage, implication des habitants et locataires dans la gestion des attributions des logements sociaux, etc.). On pourra également recenser ici les types de récits et de discours produits sur le peuplement et s'interroger sur les modalités de leur justification, dans des contextes où ces objectifs et les catégories qu'ils recouvrent apparaissent plus ou moins dicibles.

*Ce colloque s'inscrit dans le cadre du projet ANR SPACECONTROL (programme « Espace et territoire », édition 2010 ; coordinateur : Dominique Duprez), qui vise à comprendre les transformations des logiques et dynamiques du contrôle socio-spatial des classes populaires.*

## **Bibliographie indicative**

*Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, « Politique des espaces urbains. Penser, classer, administrer la pauvreté (1) », n° 159, septembre, et « Figures du ghetto. Penser, classer, administrer la pauvreté (2) », n° 160, décembre.

Baillergeau, Evelyne, Duyvendack, Jean Willem, Van der Graaf, Peter (2008), *Les politiques de mixité sociale dans l'Europe du Nord : Belgique, Pays-Bas, Suède*, Paris, PUCA.

Bernardot, Marc (2008), *Camps d'étrangers*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.

Brenner, Neil, Theodore, Nik (dir.) (2002), *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*. Blackwell Publishers: Oxford.

Castells, Manuel (1972), *La question urbaine*, Paris, Maspero.

- Davezies, Laurent (2008), *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Seuil.
- Fassin, Didier, Fassin, Eric (dir.) (2006), *Question raciale, question sociale ?*, Editions du Croquant.
- Florida, Richard, *Cities and the creative class*, New York-Londres, Routledge, 2005.
- Foucault, Michel (2004), *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France 1977-1978*, Paris, Seuil.
- Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD) (2001), *Les discriminations ethniques et raciales dans l'accès au logement social* (T. Kirszbaum et P. Simon), Paris, GELD, note n° 3.
- Groupe de sociologie urbaine de Nanterre (1970), « Paris 1970. Reconquête urbaine et rénovation-déportation », *Sociologie du travail*, 4, octobre-décembre, p 488-514.
- Houssay, Myriam (1999), *Le Cap, ville sud-africaine : Ville blanche, vies noires*, Paris, L'Harmattan.
- Jessop, B. (1997), « The entrepreneurial city », in N. Jewson, S. McGregor (ed.), *Transforming cities. Contested governance and new spatial divisions*, Londres, Routledge, p. 28-41.
- Kirszbaum T. (1999), « Les immigrés dans les politiques locales de l'habitat. Variations locales sur le thème de la diversité », *Sociétés contemporaines*, 33/34.
- Lefebvre, Henri (1968), *Le droit à la ville*, Paris, Seuil.
- Massey, Douglas S., Denton, Nancy A. (1993) *American Apartheid. Segregation and the making of the underclass*, Harvard University Press.
- Mattina, Cesare (2003) *La régulation clientélaire. Relations de clientèle et gouvernement urbain à Naples et à Marseille*, thèse de science politique, IEP de Grenoble, 2003.
- Morange, Marianne (2006), *La question du logement à Mandela City*, IFAS, Karthala.
- De Rudder, Véronique (1980), « La tolérance s'arrête au seuil », *Pluriel-Débat*, n° 21, p.3-13.
- Sciences de la société* (2005), « Les idéologies émergentes des politiques territoriales », n° 65.
- Smith, Neil (1996), *The new urban frontier : gentrification and the revanchist city*, Routledge.
- Sociétés contemporaines* (2006), « Gentrification : discours et politiques », n° 63, octobre.
- Tanter A., Toubon J.-C. (1999), « Mixité sociale et politique de peuplement : genèse de l'ethnisation des opérations de réhabilitation », *Sociétés contemporaines*, n° 33-34, p. 59-86.
- Thiesse, Anne-Marie (2001), *La création des identités nationales*, Paris, Seuil.

## Modalités de réponse

Les propositions de communication (5 000 signes maximum) sont à envoyer aux trois organisateurs par courrier électronique ([fabien.desage@univ-lille2.fr](mailto:fabien.desage@univ-lille2.fr), [christelle.morel.journal@univ-st-etienne.fr](mailto:christelle.morel.journal@univ-st-etienne.fr), [valerie.sala.pala@univ-st-etienne.fr](mailto:valerie.sala.pala@univ-st-etienne.fr)), **avant le 15/03/2011**. La sélection des propositions et la réalisation du programme définitif interviendront avant fin avril 2011. Les papiers, en français ou en anglais, d'un format de 50 000 signes maximum, seront transmis avant le 15/09/2011. Une traduction français/anglais sera proposée aux participants du colloque. Une sélection de communications fera l'objet d'une publication dans les mois suivant le colloque.

## **Comité scientifique**

**Evelyne Baillergeau**, sociologue, chercheure d'établissement, Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS), Montréal, Canada.

**Françoise de Barros**, sociologue, MC Université Paris 8/CRESPPA (UMR CNRS 7217), équipe CSU.

**Massimo Bricocoli**, urbaniste, Assistant Professor au DiAP-Politecnico de Milan, Italie.

**Lydia Coudroy de Lille**, géographe, professeur Université de Lyon (Lumière Lyon 2)/EVS (UMR CNRS 5600)/Bio-Géophile.

**Fabien Desage**, politiste, MC Université Lille 2/CERAPS (UMR CNRS 8026).

**Bella Dicks**, anthropologue/sociologue, Reader in sociology, Université de Cardiff.

**Mustafa Dikeç**, géographe, Lecturer, Department of geography, Royal Holloway, University of London.

**Dominique Duprez**, sociologue, directeur de recherche CNRS, CLERSE (UMR CNRS 8019/Université Lille 1).

**Renaud Epstein**, politiste, MC Université de Nantes/Laboratoire Droit et changement social (UMR CNRS 3128).

**Myriam Houssay-Holzschuch**, géographe, MC ENS Lyon/EVS (UMR CNRS 5600), IUF.

**Christine Lelévrier**, sociologue, MC Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris 12, Laboratoire Vie urbaine-LOUEST (UMR CNRS 7145).

**Christelle Morel Journal**, géographe, MC Université Jean Monnet de Saint-Etienne, CRENAM/EVS (UMR CNRS 5600).

**Jean-François Pérouse**, géographe, Observatoire urbain d'Istanbul/Université de Galatasaray.

**Valérie Sala Pala**, politiste, MC Université Jean Monnet de Saint-Etienne, TRIANGLE (UMR CNRS 5206).

**Sylvie Tissot**, sociologue, MC Université de Strasbourg, GSPE-PRISME (UMR CNRS 7012).

**Mathieu Van Criekingen**, géographe, Professeur-assistant à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), Laboratoire de géographie.

## **Comité d'organisation**

**Fabien Desage** (Université Lille 2, CERAPS)

**Christelle Morel Journal** (Université Saint-Etienne, EVS)

**Valérie Sala Pala** (Université Saint-Etienne, TRIANGLE)